



DÉPARTEMENT
Finistère
Penn-ar-Bed

Communiqué de presse

Samedi 7 mars 2026

RSA : LE DÉPARTEMENT RETABLIT LES FAITS ET PORTERA PLAINTÉ POUR DIFFAMATION PUBLIQUE

A la suite de la diffusion répétée de fausses informations concernant sa politique RSA, le Département souhaite rétablir les faits et portera plainte pour diffamation.

Le plan RSA est fondé sur la valeur travail et le respect des règles : c'est un succès salué au plan national

Le Département a engagé un plan RSA fondé sur la valeur travail et le respect des règles.

Ce plan a permis le retour à l'emploi de milliers d'allocataires. Ce succès a été salué au plan national.

Il comprend aussi des contrôles visant à lutter contre la fraude. La lutte contre la fraude est prévue et encadrée par la loi. Elle est absolument normale et nécessaire. Elle garantit que le RSA, financé par de l'argent public, soit versé aux personnes en précarité qui en ont réellement besoin, pas à ceux qui tentent de se jouer du système.

Des responsables syndicaux et politiques diffusent délibérément de fausses informations

Ces contrôles sont caricaturés depuis plusieurs jours dans un contexte électoral qui ne trompe personne, par des responsables syndicaux et politiques. Ces responsables affirment en particulier que les contrôles menés par le Département aboutiraient à des radiations abusives.

Ces affirmations sont fausses. Les chiffres ont été publiés en décembre 2025 : les radiations liées aux contrôles RSA du Département s'élèvent à 6 %. Ces radiations, principalement pour fraude, sont évidemment justifiées et conformes à la loi. Leur nombre élevé s'explique par l'absence totale de lutte contre la fraude jusqu'en 2021.

Des recours au tribunal administratif ont déjà été intentés : ils ont été gagnés par le Département.

Une citation directe au tribunal a par ailleurs été faite par la CGT contre le président du Département.

Il s'agit d'une inversion des valeurs scandaleuse : celui qui fait respecter la loi en luttant contre la fraude, est menacé par ceux qui demandent qu'on ne mette pas en œuvre ces contrôles prévus par la loi !

Le Département demandera d'ailleurs, dans le cadre de cette procédure, la condamnation de la CGT pour procédure abusive.

Le Département portera plainte pour diffamation contre ceux qui insultent et diffusent des mensonges

Face à la persistance de déclarations publiques accusant le Département de pratiques illégales, abusives et brutales, face aux nombreux mensonges délibérément diffusés depuis 72 heures, et pour protéger l'institution ainsi que les agents du service public, le Département portera plainte pour diffamation publique contre les responsables qui profèrent ces attaques.

Le Département engagera enfin une grande opération vérité sur les abus et les fraudes qu'il a identifiés

Des responsables syndicaux et politiques contestent le principe des contrôles.

Le Département engagera ainsi une grande opération de publicité permettant de porter à la connaissance des Finistériens les fraudes identifiées depuis le lancement du plan RSA : ils pourront juger si ces contrôles sont justifiés ou non, et s'il est nécessaire d'y mettre un terme comme le demande la CGT.

« Je crois dans la valeur travail, j'assume entièrement la politique que nous avons engagée et je suis très fier des résultats que nous avons obtenus : des milliers de personnes sont revenues au travail, les personnes précaires sont toujours fortement soutenues, et des centaines de fraudeurs ont été sanctionnés. Je ne me laisserai pas insulter plus longtemps » déclare Maël de Calan, Président du Département.